VA T'FAIRE INTÉGRER !

L'INDIGÈNE

DE LA REPUBLIQUE

Février 2007

Mensuel N°4

le journal qui fait mal au dent

2 €

DOSSIER

NEGROPHOBIE

LA RESISTIBLE ASCENSION DE NICOLAS SARKOZY



L'APPEL DES FÉMINISTES INDIGÈNES



MANIFESTONS CONTRE LE NEOCOLONIALISME



L'APPEL DES INDIGÈNES À DEUX ANS

Sadri Khiari

Il y a deux ans, en janvier 2005, était lancé l'Appel des indigènes de la république. La finalité de cet appel, qui a recueilli en quelques semaines plusieurs centaines de signatures et a donné naissance au Mouvement des indigènes de la république, était de lancer un débat dans la perspective des élections présidentielles de 2007 autour de la question des quartiers populaires, de l'immigration et du racisme spécifique dont sont victimes les Noirs, les Arabes, les musulmans et de manière plus générale les héritiers de l'immigration coloniale et postcoloniale. Il s'agissait, pour nous, de resituer la question : il n'y a pas de " problème de l'immigration " ; il n'y a pas de " problème d'intégration " des Français originaires des anciennes colonies ; il y a par contre un problème de racisme inscrit profondément dans l'histoire esclavagiste, coloniale et, aujourd'hui, néocoloniale de la France ; il y a un problème au cœur même de la république qui se prétend ce qu'elle n'est pas - c'est-à-dire égalitaire - et qui se fonde sur une conception de la nation excluante et discriminante. Nous sommes désormais en 2007 ; en pleine campagne électorale. Et l'on peut dire, et l'on doit dire, que les idées que nous défendons ont fait leur chemin. Notre action y est sans doute pour quelque chose mais d'autres associations (comme, par exemple, l'Alliance noire citoyenne à laquelle nous donnons la parole dans ce numéro) se sont battus, avec leurs spécificités, sur ce même terrain. La riposte à la loi inique du 23 février 2005 qui valait reconnaissance par l'Etat de la prétendue " œuvre positive " de la colonisation a contribué également à inscrire ce débat dans l'agenda des politiques, des médias et des sphères intellectuelles. Mais, surtout, c'est l'irruption violente des habitants des quartiers populaires sur la scène politique, à l'occasion de la révolte d'octobre-novembre 2005, qui a changé la donne. Nombreux, y compris dans notre propre camp, n'y ont vu qu'une " émeute " sans conséquence, une sorte de conflagration vide de sens et de conscience, l'expression d'une simple colère infra-politique ou pas politique du tout, beaucoup de chahut qui risquait de se retourner contre les quartiers populaires eux-mêmes. D'autres, prisonniers de leurs cadres de pensée monolithique (" tout s'explique par l'économique et le social "), n'y ont vu, bien évidemment, qu'une réaction aux conséquences de l'ultra-libéralisme et de la " casse sociale ". Vision étroite et, surtout, aveugle aux discriminations raciales qui structurent la société française et aux modalités de gestion d'origine coloniale qui sont appliquées dans les quartiers où résident la majorité des personnes issues de l'immigration. Il est clair, aujourd'hui, à entendre les déclarations des différents candidats à l'élection présidentielle, à lire les multiples commentaires de journalistes et autres " experts " médiatiques, que la révolte des quartiers a eu un rôle éminemment politique et que les " jeunes de banlieue " ont imposé dans le débat public une nouvelle problématique articulant la question sociale, les discriminations raciales et le problème de l'" identité " de la France en rapport avec son passé/présent colonial. Les discours de droite (lire, dans ce numéro, les commentaires de Zulficar sur le discours de Sarkosy) comme ceux de gauche sont traversés par cette problématique, qu'elle soit exprimée d'un point vue chauvin et raciste, qu'on en fasse un simple hochet pour gagner des voix " issues de l'immigration " ou qu'on tente, plus sérieusement, d'imaginer des réformes pour y trouver une solution, comme certains, minoritaires encore, s'y attellent. Influer sur les termes du débat est déjà un acquis mais, pour bousculer profondément la situation, un autre rapport de forces est nécessaire qui exige l'organisation politique autonome des populations racialisées et discriminées. C'est le but du Mouvement des indigènes de la république. ■

Sommaire

Edito

Crime de lèse-France, p.2

Dossier " Aimez vous la France "

Ca ne vous regarde pas !, p.4
Le devoir d'impolitesse, p.5
Cracher sur la France,
un privilège de Blanc, p.6-7
Aimez-vous l'Amérique, p.7

Nous sommes tous des musulmans, p. 3
Négrophobite, p.5
La main invisible du racisme, p.5
Crapulerie de droite, p.3
La chronique de Tarik l'expulsé, p.8

Elections :

les exigences
du mouvement des Indigènes, p. 8-9
Le cauchemars des Fatma, p. 10
Un petit coup d'anti
George-Clémencisme, p.10
La Chronique de François Burgat, p. 10

Pour se marrer et se fâcher, p.11

Test " êtes-vous intégré "
Le petit facho de gauche
Le Finquielquizz

Entretien avec Walid Charara

La guerre Israelienne
contre le Liban : un sociocide, p.12

SARKO EST UN ARABE



Sarko est un Arabe. Comme nous, il est fourbe et il a un double langage : A Washington, il critique la France (devant un texan inculte), à Versailles, il critique la bannière étoilée.

SALOPERIE SOCIALISTE

Devant la muraille de Chine, Ségolène Royal a découvert la " bravitude ". De toute évidence, elle n'a pas su s'en inspirer. Depuis le début de sa campagne, la candidate socialiste fait preuve, en effet, d'une surprenante " lâchitude " (on se souvient de ses déclarations ignominieuses devant le mur de la honte en Palestine) et d'une incontestable " ignoritude " du droit international que vient renforcer, outre une bonne dose de " conneritude ", la " morguitude " typique des puissances impérialistes qui veulent régenter le monde. Elle l'avait déjà affirmé début novembre ; elle persiste et elle signe à l'occasion du dîner annuel du CRIF où elle s'est précipitée pour grappiller quelques voix : l'Iran est " *une vraie menace sur la sécurité d'Israël (…) Je pense que quand on maîtrise l'enrichissement de l'uranium civil, le pas peut être vite franchi sur la maîtrise de l'uranium à des fins militaires.*" Autrement dit, en contradiction avec le traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP), Ségolitude a décidé que l'Iran devait se voir interdire toute maîtrise du nucléaire y compris civile ; une position que même les Etats-Unis et Israël n'osent pas défendre ! Et dire que certains nous présentent le PS comme un " moindre mal " ! Quel candidat aura le courage de prononcer les paroles simples et sensées de l'économiste Samir Amin : " De quel droit les puissances impérialistes et leur jouet israélien, se targuent-ils pour s'octroyer le monopole des armes de destruction massive ? Peut-on faire crédit au discours selon lequel les nations " démocratiques " n'en feront jamais usage, comme pourraient le faire les " Etats voyous ", quand on sait que les nations " démocratiques " en question sont responsables des plus grands génocides des temps modernes, y compris celui des Juifs ? (Et quand on sait) que les Etats-Unis, qui ont déjà employé l'arme atomique, refusent l'interdiction absolue et générale de son usage ? "

PROMOTION ISLAMOPHOBIE

Non, votre avenir n'est pas bouché ! Vous vous emmerdez dans un lycée à répéter le même cours depuis des années à des élèves qui de toutes façons ne vous écoutent que d'une oreille distraite ; vous rêvez de révéler vos talents, de montrer l'immense potentiel intellectuel qui est le vôtre ; d'être enfin reconnu à votre juste valeur ; rien de plus simple : dites quelques saloperies sur l'islam, de préférence dans un grand quotidien. Bref, suivez la stratégie qui gagne, la méthode Redeker ! Obscure philosophe, parti de presque rien, Robert Redeker a su tirer profit de la conjoncture idéologique pour acquérir notoriété et promotion. Quelques propos crapuleux contre l'islam et le voilà héros national, pourfendeur du nouvel ennemi intérieur et désormais chercheur au CNRS où la République, en la personne du ministre de l'Education, Gilles de Robien, vient de le nommer pour service rendu à la nation. Dépêchez-vous de cracher votre venin islamophobe, il y a des places à prendre, Sarkozy et Royal ont promis en effet d'augmenter le budget de la recherche…On connaissait la promotion canapé ; on découvre aujourd'hui la promotion islamophobie.

LA RÉSISTIBLE ASCENSION DE NICOLAS SARKOZY

ZULFICAR

L'émotion est à son comble ce dimanche 14 janvier à la porte de Versailles. Cinquante mille visages pâles vocifèrent à qui mieux, mieux le nom de leur héros. Le vaste hall est plein à craquer. Ils sont tous là, ils sont tous venus. Et, comme au dîner du CRIF, on se surprendrait plutôt à compter les absents. Les politiques, mais aussi les industriels, économistes ou journalistes. Il y a aussi les nouveaux, les supplétifs colorés de la république, les représentants des principales organisations communautaires et toute la crème du Show-biz sarkozien.

Quelle belle revanche pour ce petit descendant d'immigré hongrois. Quelle consécration pour ce médiocre avocat sans talent dont le nom était encore inconnu il y a 16 ans à peine.

Une grande ferveur parcourt soudain les travées de l'immense édifice. Le chef va parler. Et c'est pendant 2 h, un véritable programme de lutte contre les pauvres et les bronzés, fondé sur les lieux communs les plus nauséabonds, les mensonges les plus flagrants, la démagogie la plus grotesque.

Tout d'abord une longue envolée pathétique et sirupeuse où les souvenirs personnels le disputent aux moines décapités de Tibherine ou aux jeunes femmes brûlées vives dans les banlieues. Tout ça sur fond de glorification de la nation française éternelle et généreuse et d'éloge du darwinisme social. Sous la mousse, le fond ne saurait faire illusion : c'est Travail-Ordre-Patrie.

Convaincu que la principale qualité des disparus, c'est qu'on peut les solliciter sans qu'ils puissent protester, Sarko se lance bientôt dans une évocation enfiévrée de l'histoire de ce pays. Le bouillant ministre, convoque tour à tour les grandes figures qui ont fait sa France : Jeanne d'Arc, Gambetta, Georges Mandel ou Georges Pompidou. C'est que comme ses flics, un samedi après midi au métro Château d'Eau, il sait ratisser large. En effet, il faut ne douter de rien pour oser usurper les figures de Jean Moulin ou de Charles de Gaulle tout en s'apprêtant à vendre d'un bloc la diplomatie française aux vampires de Washington. Il faut ignorer le sentiment de honte pour oser se réclamer d'un Emile Zola ou d'un Félix Eboué pendant qu'on chasse les hommes d'Afrique dans les rues de Paris et qu'on met en place le régime le plus policier jamais vu dans ce pays.

Il faut vraiment ignorer le ridicule pour se prétendre sensible au combat de l'Abbé Pierre pendant que 300 000 pauvres encombrent les rues de France. Il faut vraiment vouloir faire reculer dans l'espace intersidéral les limites de l'obscénité politique pour oser citer le nom de Guy Môquet, ce jeune martyr communiste de la Résistance pendant que l'on fait dans le même temps d'un Arno Klarsfeld, avocat à roulettes et officier de l'armée israélienne, son principal chargé de mission. Et pourquoi évoquer Saint Louis : parce qu'il a organisé la pre-



mière des Croisades, ces expéditions de meurtre et de pillage qui ont saccagé et massacré la Constantinople chrétienne aussi bien que l'Orient musulman ? C'est aussi un grand moment que celui où l'on apprend dans le plus pur style vichyste, que " l'assisté s'en tire mieux que le travailleur ", que " la France travaille moins quand les autres travaillent plus ", concluant qu'il " faut remettre la France au travail " avec cette formule qui rappelle Pétain fustigeant le ramollissement de la race, mais aussi Auschwitz : " le travail, c'est la liberté ".

La France jouisseuse face à la France du travail. LaRépublique réelle adossée aux vertus de l'effort, de l'épargne et de l'ordre contre la république virtuelle, de celles qui conduisent les pays à la défaite comme en 1940. L'honnête homme travailleur et méritant face à l'oisif - on le devine étranger - vivant aux crochets de la société . Et que dire de ce service civique obligatoire de six mois qu'il promet aux jeunes, de cette loi qui imposerait le vote à bulletins secrets dans les 8 jours du déclenchement d'une grève, de cette innovation : aucun minimum social sans contrepartie ? Que dire de l'attribution des prestations sociales au cas par cas, au mérite, et, pour finir, de la fin de la taxation des patrimoines : de l'impôt sur les grandes fortunes ? Que dire sinon que, sous couvert de changement, Sarko offre au patronat français tout ce que celui-ci réclamait en vain depuis 1936.

Mister Kärcher contre l'ennemi intérieur

Mais le discours de Big Brother-Sarko semble aussi poursuivre un autre Objectif : la recherche d'une espèce d'union sacrée, d'une forme de consensus entre vrais Français. Et c'est cette nécessité de trouver un exutoire à la mesure des enjeux, un ennemi absolu, fourbe et impitoyable, hors du consensus entre blancs qui explique que à chaque échéance électorale la classe politique tous partis confondus et avec une régularité de coucou suisse, place l'immigration et les bronzés au cœur de ses joutes électorales.

Mais écoutons Sarko se faire plus précis sur les ennemis du beau pays de France. Elève assidu de l'université d'été de NPNS, lecteur régulier de Marianne et de Charlie-Hebdo et admirateur des grands rénovateurs de la pensée républicaine moderne que sont Pascal Bruckner et Alain Finkielkraut , il peut se lancer dans une diatribe délirante dont la cible au delà des litotes, des flous volontairement artistiques et autres allusions, est facilement identifiable : Nous. Refrain connu : la république française serait menacée d'un péril imminent. Des hordes d'Imams de Vénissieux, polygames, marieurs de force, des légions d'exciseurs, tortionnaires du deuxième sexe et importateurs de pierres saoudiennes (les meilleures pour la lapidation) seraient sur le point de la submerger. Comme Sarko précise à chaque fois " qu'ils n'ont rien à faire en France ", on suppose soit que ces actes sont tous le fait d'étrangers, expulsables donc, soit qu'il s'agit de Français de circonstance, pour lesquels il s'apprête à établir le bannissement comme nouvelle double peine. Plus grave, Sarko pointe d'un doigt menaçant " l'anti-France " : ceux qui en France ne font aucun effort pour écrire et parler le Français . Cette belle langue qui, comme chacun le sait, fut spécialement envoyée sur Terre par Dieu pour que l'humanité entière puisse enfin lire les ouvrages du philosophe Redeker, écouter les chansons de Pascal Sevran ou participer aux sommets de la francophonie.Soyons précis. Sarko se fiche et contrefiche éperdument de notre aisance à parler la langue de ce pays, car sinon, pourrait-il rester indifférent à la façon dont elle est malmenée par la plupart de ses habitants " de souche ", lesquels, s'ils devaient en être expulsés pour insuffisance linguistique, auraient tôt fait de transformer ce pays en désert. Face à cela, sachons le, nous pouvons résister. Sarkozy et Ségolène ne sont pas des fatalités de la vie. Il nous faut nous regrouper face aux épreuves qui s'annoncent et cesser de nous penser en éternelle roue de secours de tel ou tel parti afin de devenir une force politique par nous-même et pour nous mêmes. ■



Pour avoir le look Indigènes et nous soutenir, commander les T-shirts Indigènes .Au prix de 10 € l'unité.

Téléphoner au 06 28 06 60 35 ou contactez nous par Mail : contact@indigène-république.org

LA BOUFFONNERIE DU MOIS

LA HALDE EN CAMPAGNE...

OU L'IMPOSSIBLE AFFICHAGE DES COULEURS

La Campagne de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité (HALDE) qui couvre les murs du métro en cette nouvelle année 2007 a été mise en route avec les soldes et promotions en tout genre (Bonnes résolutions ou liquidation du surplus ?). Elle est, pour L'Indigène de la république, l'occasion de revenir sur cette " priorité nationale " que serait devenue " la lutte pour l'égalité et contre les discriminations ".



Lorsque j'ai aperçu pour la première fois l'une des affiches de la HALDE, placardées ces dernières semaines dans le métro et ailleurs, mon premier réflexe - toujours optimiste - a été de me dire : " Enfin, un début de commencement de reconnaissance du problème ! " Malheureusement, l'effet a été de très courte durée. Revenant à la réalité, mon optimisme naïf et a été rapidement balayé par une certaine perplexité. Car, en effet, rarement une affiche n'a été aussi épurée, presque vide. Seuls une silhouette, une porte, et quelques mots assez primaires servent à combler ce vide très parlant. Un vide qui dit ceci : l'incapacité des institutions de ce pays à reconnaître et à parler explicitement de l'inégalité !

Qui sont les victimes des discriminations ? Les femmes, les minorités issues de l'immigration post-coloniale - principalement les Noirs et Arabes, mais aussi toutes les personnes de couleurs ou supposées venir d'horizons " exotiques " -, les personnes âgées, les handicapés, les gens obèses, etc. Tout le monde est d'accord, en principe, pour le reconnaître.

Qui est représenté sur cette image ? Un blanc, d'âge moyen et de classe intermédiaire voire supérieure (détail du costume), c'est-à-dire LE profil qui justement ne subit pas de discriminations puisqu'il est, précisément, l'étalon en fonction duquel toutes les autres catégories sont construites, jugées et discriminées !

UNE FORME QUI DIT LE FOND

Surtout, donc, ne pas nommer, ne pas montrer la réalité de ces personnes et communautés, objets d'un traitement différent. L'esquisse de l'homme blanc est censée les figurer toutes, comme en filigrane. En fait, elle ne sert qu'à les camoufler… Une mise en scène d'autant plus surprenante que cette affiche a des variantes : femme, femme enceinte, handicapé, jeune et vieux, mais ces affiches légèrement plus explicites ne sont disponibles que sur le net. Le citoyen lambda ne voit donc que la version " Homme VIRTUELLEMENT discriminé ". Nous avons là l'illustration parfaite de la manière dont le système raciste produit et reproduit les inégalités : l'outil de dénonciation des discriminations, cette affiche en l'occurrence, est lui-même le lieu d'une vision éminemment inégalitaire.

Les héritiers des populations immigrées, parmi les plus durement concernés par les pratiques discriminatoires, sont ainsi les grands invisibles. Cela s'explique certainement, me répondra-t-on, par la volonté de ne pas revenir à des imageries caricaturales et stéréotypées. Certes, il aurait suffi de quelques traits supplémentaires pour donner de la couleur au personnage ébauché, mais comment suggérer la spécificité culturelle sans tomber dans les représentations folklorisantes et donc stigmatisantes ?

Mieux vaut alors, représenter un individu indistinct, seul (détaché de ses liens communautaires ?), dénué de toute particularité. Un individu normalisé donc " universel ".

Dans cette république, et par delà les acrobaties que pourraient invoquer la Halde pour justifier les choix " esthétiques " de sa campagne, l'inégalité raciale est ce qu'il n'est pas possible de montrer parce que trop dangereux à aborder sans remettre en question la sacro-sainte unité nationale. Un non-dit affiché en grand, partout en France : alors même qu'elles sont censées être particulièrement concernées par la campagne de la Halde, les " minorités visibles " sont tout simplement absentes du tableau.

Que nous dit l'affiche du pourquoi et du comment des discriminations ? Rien. Son esthétique minimaliste permet de n'en rien dire. La discrimination n'a, ici, ni causes ni auteurs ni mécanismes. On conçoit qu'une affiche est nécessairement réductrice, mais résumer la problématique des discriminations par la symbolique du passage d'une porte revient à en gommer toute la complexité. En vérité, ce que dit cette affiche, c'est que, dans la France d'aujourd'hui, il ne faut pas parler concrètement des discriminations et de tout ce qui leur permet d'exister ! La Halde a fait le choix du symbolique, de l'abstraction et du moralisme, l'essentiel étant que l'on sache que la Halde existe et que les personnes victimes de discriminations pensent que la République se soucie de leur sort. Ce qui, on le sait, n'est pas le cas…■



DE LA MÉMOIRE SÉLECTIVE À L'OUBLI CIBLÉ

Lalla Fatma M'semer

Il y a quelques jours la République dans un bel élan rendait hommage aux "Justes parmi les Nations", ces hommes et ces femmes courageux qui ont sauvé des Juifs durant la seconde guerre mondiale. Cette distinction est attribuée par une institution, Yad Vashem, basée dans un pays colonial qui justifie en permanence les atrocités dont il se rend coupable par l'extermination des Juifs perpétrée il y a plus de cinquante ans par des Européens civilisés. On remarque qu'il n'y a pas un seul musulman, ni un Arabe, ni un Noir parmi les récipiendaires de cette médaille. Nul racisme ici cependant. Il se trouve heureusement en effet qu'il n'y a jamais eu de pogrom de Juifs dans le monde arabo-musulman, ni en Afrique.

D'une manière générale les populations de ces régions du monde alors colonisées se sont comportées de manière exemplaire quand les autorités racistes de Vichy ont mis en œuvre leur abjecte politique de déjudaïsation. On se souvient à cet égard que les musulmans refusèrent de tomber dans le panneau lorsque les biens juifs à Alger ont été saisis par l'administration coloniale française et vendus au "bénéfice" des indigènes à des prix dérisoires. Cependant, pas une seule maison juive, pas un seul commerce juif ne fut racheté par des musulmans.

Comment alors ne pas s'étonner de la conception tronquée de l'Histoire que nous martèlent tous les relais politiques français ? On ne trouvera pas la moindre mention de cette attitude de dignité des colonisés alors que partout ailleurs en métropole l'accaparement des biens appartenant à des Juifs était la règle. Nulle reconnaissance, bien au contraire : le président du CRIF, dont les agapes politiques sont aujourd'hui télévisées sur les chaînes publiques laïques et républicaines, aveuglé par sa ferveur sioniste, n'a pas hésité en 2002 à se féliciter publiquement du fait que "les Arabes se tiendrons mieux sous la férule de Le Pen".

Quand être juste ne suffit pas à être " Juste "...

Nous n'avons besoin de la reconnaissance de personne : refuser l'éloge fallacieux est aussi notre honneur. Mais nous tenons à rappeler malgré tout à ceux dont la mémoire fonctionne sur un mode sélectif que les génocides et les exterminations de masse ne sont pas et n'ont jamais été l'affaire des civilisations de nos parents.

Mais comment en même temps ne pas s'interroger devant le spectacle auquel nous sommes conviés par des médias dont l'unanimisme soviétisant ne manque pas d'inquiéter ? Que masquent ces pompeuses cérémonies ? Cette mémoire n'est-elle pas convoquée pour occulter le présent ? Un présent où les stigmates du passé semblent irrésistiblement réapparaitre.

Et que " se souvenir " devient le meilleur moyen d'oublier

Au moment où se tenait la cérémonie panthéonesque de célébration des justes, au nom de lois d'exception votées par l'assemblée de la République, des enfants sont tirés hors de leurs écoles et expulsés du pays sans ménagements. Ceux qui tentent de les aider tombent sous le coup de ces mêmes lois*. Quelle ridicule hypocrisie et surtout …quel talent dans le double langage !

Dans les travées du temple républicain, il fallait voir ces élites élégantes et parfumées. Ces dignes représentants des pouvoirs politique, médiatique et économique, fiers d'eux-mêmes comme à la parade. Ce beau monde communie dans la célébration quasi liturgique d'actes de bravoure suffisamment reculés dans le passé pour sembler sans pertinence actuelle, ce qui leur permet d'entériner aujourd'hui des procédés que n'auraient pas désavoués les maîtres nazis de Papon. ■

*Kadidja , habitante de Saint Denis et militante de l'association de chômeurs et précaires Apeis, risque jusqu'à 5 ans de prison et 18 000 euros d'amende ! Son crime ? Le délit de solidarité ! Elle est accusée d'entrave à la circulation d'un aéronef, pour s'être opposée à une expulsion. Pour signer la pétition de soutien : http://www.apeis.org/article.php3?id_article= 370

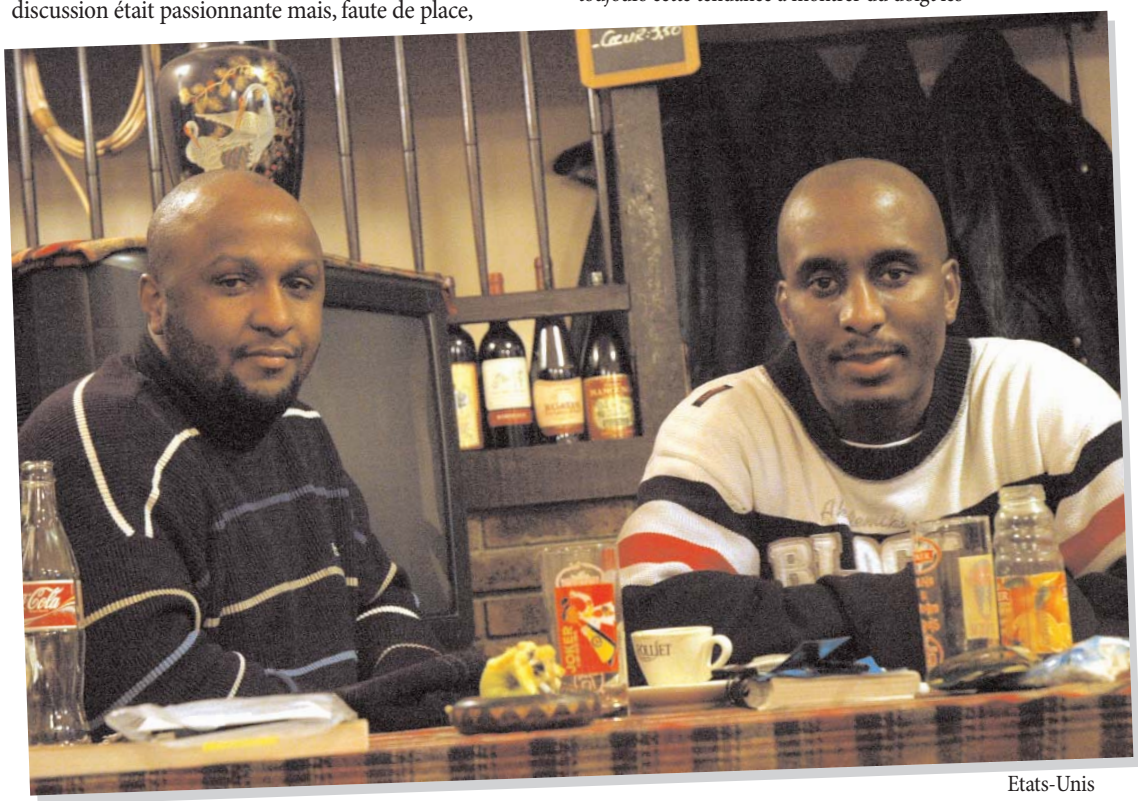


DOSSIER

RENCONTRE AVEC L'ALLIANCE NOIRE CITOYENNE

PROPOS RECUEILLIS
PAR HSISSOU ET SADRI KHIARI

L'Alliance Noire Citoyenne (ANC) a été crée il y a un an et demi dans le feu de la bataille menée pour obtenir que soient sanctionnés pour racisme l'animateur de télévision Marc-Olivier Fogiel et la chaîne qui l'employait, France 3. Depuis, elle a mené d'autres combats contre la négrophobie et s'est impliquée dans les luttes contre l'immigration " choisie " et aux côtés des expulsés de Cachan. Willy et Franco, un peu plus de la trentaine, en sont membres fondateurs. L'Indigène de la république leur a posé quelques questions pour mieux connaître leur association et ses combats. Le lecteur sera certainement très frustré de ne pas en découvrir plus et il aura raison : la discussion était passionnante mais, faute de place, on ne peut en donner, ici, que quelques extraits…



Etats-Unis

L'Indigène de la république : Pouvez-vous nous rappeler les circonstances dans lesquelles s'est constituée votre association ?

Franco : L'ANC est née suite à l'affaire qui a opposé Dieudonné et l'animateur de télévision Marc Olivier Fogiel. La dérive raciste de ce dernier était avérée ; cela a été confirmé par la Justice qui a donné raison à Dieudonné. Pourtant, il n'a pas été condamné, les média ne l'ont pas dénoncé en tant que tel et il n'a pas démissionné ni a été renvoyé de France 3. A partir de là, on s'est dit que puisque les gens qui nous gouvernent cautionnent de telles dérives, il nous faut prendre conscience qu'on est en danger et qu'il vaut mieux mouiller la chemise et se griller puisque de toutes façons, on l'est déjà. Il nous fallait prendre les choses en main et dénoncer nous-même le racisme en général et la négrophobie en particulier. Et voilà… et c'est vraiment là qu'est né l'association.

On reviendra sur l'affaire tout à l'heure quand on parlera des actions que vous avez menées. Là nous en sommes encore à l'émergence de votre association. Vous avez choisi le nom d'Alliance Noire Citoyenne dont les initiales sont ANC, une référence prestigieuse, et on peut supposer que ce n'est pas par hasard. Dans Alliance Noire Citoyenne, il y a 3 mots : " Alliance " de et contre qui ? " Noire ", pourquoi noire uniquement et " Citoyenne ", à quoi cette dernière notion renvoie-t-elle pour vous ? En d'autres termes, vous serait-il possible de définir votre identité politique en quelques mots ?

Franco : Effectivement la référence avec l'African National Congress, qui a mené le combat contre l'apartheid en Afrique du sud. C'est une manière de se lier à ces combats. Maintenant, si je donne l'explication de son nom de mon point de vue, je dirais que, dans mon histoire personnelle, j'ai toujours remarqué que quand la France voulait parler du racisme, notamment du racisme anti-noir ou ce qu'on appelle négro phobie, il y a toujours cette tendance à montrer du doigt les ou les pays anglophones pour dire : " Ah, c'est intolérable! Les vilains ! Pas beaux ! Vous voyez ce qu'ils font, etc…". Mais, jamais, la France ne se regarde elle-même. Choisir pour nom ANC, c'est une manière de ramener le pays dans lequel on vit à sa propre réalité. On ne peut pas parler d'apartheid, en France, mais l'apartheid n'est qu'une des formes du racisme. Mais, dans le fond, ce sont les mêmes idées. Ce sont les mêmes idées qu'on combat, qu'elles soient exprimées de manière subtile ou qu'elles soient brutalement affichées. Par ailleurs, Mandela a été victorieux et se référer à son combat est une manière de redonner espoir à la jeunesse ; c'est dire que, de son vivant, on peut mener un combat et en sortir victorieux.

Willy: Le terme " alliance " exprime d'abord la volonté de nous rassembler, nous. " Noire " parce que si le racisme nous choque en général, c'est la négrophobie qui nous a le plus mobilisé. Mais il n'y a pas que des Noirs dans notre association. Cela a d'ailleurs été l'objet de débats. Savoir s'il était important d'être dans une association dite noire au sein de laquelle pouvaient se retrouver plusieurs couleurs et plusieurs origines. " Citoyen " parce que nous voulons faire les choses dans les règles, c'est-à-dire " jouer " le rôle des institutions telles qu'elles existent, pour montrer que nous pouvons nous défendre. Utilisons les règles qui nous sont données à tous, les lois qui existent pour pouvoir renverser des situations

Franco : Beaucoup de films nous ont dénigrés, comme Tarzan. Dans notre vie, il nous ait arrivé de suivre des mouvements qui portaient des noms qui ne nous correspondaient pas. Autre exemple : je n'ai jamais aimé lire parce que quand je lisais, ça ne parlait pas de moi. La référence à l'ANC, à mon sens, c'est un pied de nez à tout ça. A première vue, c'est réservé qu'aux Noirs, mais il faut qu'un Blanc puisse se demander ce que ça lui fait de combattre le racisme dans une association qui s'appelle ANC, comme nous, nous avons pu avoir Tarzan comme héros… Donc, c'est vraiment un pied de nez à cette réalité raciste et redonner cette neutralité au mot " noir " car, à l'heure actuelle, le mot noir est loin d'être neutre. En France on a du mal à l'utiliser ; on va toujours appeler un Noir, un Black. Il faut refaire naître autrement ce mot là et qu'il devienne pour ainsi dire banal.

Pour en revenir à cette question de la mixité. Les Noirs qu'ils viennent des Antilles ou qu'ils soient issus de l'immigration africaine, les Arabes, les musulmans, sont tous confrontés à un même système racial. Il y a donc des fondements communs à leurs luttes, mais en même temps il y a quand même des enracinements historiques différents, des vécus différents, qui peuvent faire que les manières de poser les problèmes, d'y réfléchir, de vouloir les résoudre, soient également différentes. En ce qui me concerne, par exemple, je viens d'un pays arabe et je ne suis pas noir. La question de l'esclavage, est évidemment très importante pour moi puisque je suis au Mouvement des indigène de la république mais elle ne fait pas partie de mon vécu. Progressivement, en militant, j'ai fait un effort pour m'imprégner de cette question, mais ça reste une imprégnation de l'extérieur. Comment à la fois intégrer et surmonter la multiplicité des trajectoires collectives et individuelles dans un combat qui doit unifier tous ceux qui subissent l'oppression raciale ? Comment, dans cette convergence, préserver tout en dépassant les spécificités de chacun pour qu'il n'y ait pas une cause qui finalement écrase les autres ? Cette question se pose a fortiori par rapport aux Blancs qui, qu'on le veuille ou non, sont dominants, dans cette société, même s'ils sont anti-racistes, même s'ils peuvent s'approprier abstraitement nos problèmes. Vous avez fait le choix d'être un mouvement mixte mais comment avez-vous pensé l'articulation entre des militants de différentes origines au sein de l'ANC ?

Willy : A priori on n'a pas eu de choix à faire. Les personnes qui étaient présentes et qui se sont senties concernés par l'injustice de l'absence de réactions à la condamnation de Fogiel étaient mixtes. Notre association s'est créée spontanément avec les personnes qui étaient là et qui avaient envie de faire quelque chose. La discrimination, les problèmes raciaux, les problèmes en rapport avec la police ou autre, on peut les rencontrer en tant que Noirs sans que la personne qui va nous discriminer ne se pose de question sur notre origine. Ce qui importe, c'est la couleur. Il y a donc de ce point de vue là très peu de différence entre un Antillais et un Africain. Il y a des spécificités, mais les mêmes choses nous touchent, nous choquent.

Franco : J'ai bien suivi le raisonnement que tu as énoncé par rapport aux origines, comment tu t'es positionné par rapport à tout ça et je trouve que c'est naturel. L'histoire d'un Tunisien, d'un Algérien, d'un Noir africain, etc., ce n'est pas la même chose. Même si fondamentalement il y a des causes et des parcours communs, on ne va pas emprunter les mêmes chemins, on n'aura pas le même regard sur le racisme. C'est aussi une des raisons qui a fait que l'association s'est appelé ANC : si on com-

américains sur les mouvements noirs français. Celle-ci n'est pas nouvelle, n'en déplaise aux légendes nationalistes hermétiques. Les Noirs américains en exil à Paris n'amenaient pas que leur musique, ils échangeaient aussi leurs idées. Césaire et Senghor ne cachèrent jamais l'influence qu'eurent les poètes et penseurs noirs américains sur leurs propres théories. Appelez ça l'Atlantique Noir, comme le sociologue anglais Paul Gilroy, ou la diaspora africaine: les groupes issus de la traite négrière n'ont jamais coupé les ponts reliant les Amériques à l'Europe et à l'Afrique. Face aux humiliations et aux racismes, c'est à cette communauté impalpable qu'ils ont fait appel. La diaspora suggère une communauté parallèle à l'idée de race, mais décalée ; une autre idée de la Nation, une " internation ", un espace invisible duquel on peut faire entendre sa voix. L'idée n'est pas nécessairement une menace contre l'Etat, même si elle révèle fatalement les carences de celui-ci. On suggère plutôt une réévaluation de l'idée nationale française, clairement inadaptée à sa population. Il suffit d'un peu de respect, comme dirait Aretha. C'est la nation noire américaine au faîte de son organisation dans les années 60 qui quasi seule a rappelé à l'Amérique qu'elle ne tenait pas ses promesses démocratiques (même si depuis la machine politique US aura su museler ses voix les plus radicales). On peut espérer que " l'internation " noire française naissante aura un effet similaire. ■

IL Y A 122 ANS

LA CONFÉRENCE DE BERLIN SUR L'AFRIQUE

La conférence, qui s'ouvre en grandes pompes à Berlin ce 15 novembre 1885, a été convoquée sur l'initiative de Bismarck chancelier d'un Reich allemand alors en pleine ascension depuis sa proclamation 14 années plus tôt, mais encore très peu doté en colonies. Y ont été conviés outre les Etats-Unis plus de 13 pays européens, tous parties prenantes et rivaux dans la " course au drapeau ". La " course au drapeau ", c'est tout simplement le droit autoproclamée de toute puissance " civilisée " à s'approprier tout territoire vacant en Afrique ou en Asie ; comprendre, tout territoire où l'homme blanc n'a pas encore imprimé la marque de ses souliers à clous.

Un G14 avant l'heure pour le partage de l'Afrique

Telles une meute de chiens se disputant une dépouille, les missions exploratrices européennes sillonnent ces continents en tous sens et les fréquentes frictions qui enveniment régulièrement les relations entre ces peuples " supérieurs " en inquiètent plus d'un.

Une initiative personnelle du roi des Belges Léopold II va précipiter les choses et rendre encore plus impérieuse la recherche d'une entente. En effet, au cours d'une " conférence de géographie ", tenue le 19 septembre 1876 à Bruxelles, celui-ci tient à préciser publiquement ses ambitions sur la rive sud du Congo, encouragé en ce sens par la France qui en occupe déjà la rive nord mais au grand dam du Portugal et des Britanniques qui eux aussi entendent faire valoir leurs droits.

Mais si ce G14 avant l'heure a comme prétexte assez trivial de pacifier les relations entre une vieille puissance coloniale, le Portugal, et une nouvelle, la Belgique, il va rapidement déborder de son cadre initial et afficher, dans son acte final tout du moins, des ambitions plus présentables. Ainsi, peu de temps après le début des travaux, on se met à évoquer " la nécessité d'élever le niveau de vie des Africains, d'adoucir leur peines, de mettre fin à la traite négrière illégale ou de régler les différents tribaux ". Pour la galerie, il s'agit donc de porter secours à des populations indigènes oubliées de Dieu et des hommes ; la préfiguration, en somme, d'un droit d'ingérence humanitaire de pièce mémoire. Plus prosaïquement, en trois mois, jusqu'au 26 février 1886, la Conférence de Berlin va proclamer la liberté de navigation sur les grands fleuves africains, le Niger et le Congo, et autoriser les États européens déjà présents sur le littoral africain à annexer l'arrière-pays correspondant.

C'est ainsi qu'in fine la France se voit attribuer la plupart des terres au sud du Sahara. Celles-ci sont censées, espère à tort le chancelier Bismarck, lui faire passer la pilule amère de la perte de l'Alsace-Lorraine annexée au Reich à l'issue de la guerre de 1870. Le Royaume-Uni, lui, souhaite par un axe le Caire, le Cap, à la pointe sud du continent, via le Soudan et le Kenya, relier ses colonies et garantir cette route des Indes qui l'obsède. Qu'à cela ne tienne ! Ses vœux sont exaucés et il abandonne en échange ses prétentions sur le Congo. La puissance invitante, elle, se voit confier de vastes territoires en Afrique de l'Ouest et du sud-est. La Belgique, pour finir, ou plutôt son monarque, obtient gain de cause. Léopold se voit attribuer le Congo à titre personnel et c'est lui qui finalement sort grand vainqueur de cette conférence.

En dépit de ces tractations, cependant, il est plus juste d'interpréter celles-ci, non pas seulement comme un partage de l'Afrique mais beaucoup plus comme la recherche d'un modus vivendi permettant de définir les règles d'un partage sans heurts et d'éviter ainsi que ne dégénèrent en conflit ouvert ces problèmes de voisinage entre puissances coloniales. D'ailleurs, cette conférence se révélera insuffisante à calmer l'ardeur et l'appétit de conquêtes des convives de ce grand festin. Au contraire, elle les excitera encore plus. L'incident de Fachoda en 1898 mettant aux prises le Royaume-Uni et la France à propos du Soudan, de même que les crises franco-allemandes de 1905 et 1911 à propos du Maroc, qui manquèrent de peu de précipiter la Première guerre mondiale, démontreront les limites du gentleman agreement ébauché à Berlin.

Les puissances anthropophages

L'actualité de la conférence de Berlin, c'est ce patchwork d'Etats, reflet anachronique des rivalités européennes du siècle dernier. Un grand dépeçage qui non seulement aura empêché le continent de se développer en rapport avec les grandes formations territoriales, royaumes et empires, qu'il avait su construire au cours de son histoire mais aura hypothéqué son avenir de façon quasi irrémédiable. A tel point que le seul développement durable de cette Françafrique c'est bien celui de l'impérialisme français. Celui-ci, nullement tempéré depuis 1885, aura constamment démontré une même volonté carnassière depuis le socialiste Gaston Deferre, concepteur avec sa loi cadre de 1956 des frontières de la France d'Outre-mer, jusqu'aux réseaux Foccart, ceux de Tonton ou ceux de Chirac. Ironie de l'histoire, c'est le 23 février 1886 que l'acte final de la conférence de Berlin fut rendu public, le même jour curieusement qu'une certaine loi sur l'œuvre positive de la colonisation, 119 ans plus tard. ■

[CTATEURS !

S

AIN !

La politique de la France en Afrique menée par Jacques hirac au mépris des peuples africains ;
La torture, les massacres, les assassinats politiques, les afics d'armes, et l'impunité de leurs auteurs et de leurs omplices.
lous, organisations françaises et africaines mobilisées à occasion du Sommet Citoyen France Afrique, exigeons n partenariat euro-africain réellement constructif pour développement et l'émancipation de l'Afrique
OUR :
Le respect des libertés fondamentales d'expression et 'organisation syndicale, associative et politique ;
Le respect des droits de l'homme ;
L'annulation de la dette illégitime payée par les peuples fricains ;
L'arrêt du pillage du continent par les pays riches et urs multinationales, la Banque mondiale et le FMI ;
La lutte contre l'impunité et la délinquance financière ;
L'accès de tous à l'alimentation, la santé, l'éducation, à emploi, à l'habitat, et à la justice ;
Une guerre contre le sida et le paludisme, premiers nnemis de l'humanité ;
Une solidarité nouvelle entre l'Europe et l'Afrique qui asse par la régularisation des sans-papiers et le respect es droits des migrants.

MANIFESTATION A PARIS,
MARDI 13 FEVRIER, 18H
METRO CHATEAU ROUGE (18E)
CONTRE LA FRANÇAFRIQUE,
SOLIDARITE INTERNATIONALE !

l'initiative de : Survie, Oxfamfrance, CTR, FCD, louvement des indigènes de la république, UPC, CAComores, AfriqueXXI, CADTM, CNT, Attac Afrique...

L'INFLUENCE DES MOUVEMENTS NOIRS AMÉRICAINS SUR LES MOUVEMENTS NOIRS FRANÇAIS

UNE AUTRE IDÉE DE LA NATION

Alfred Melanine

Il est dorénavant entendu que l'année 2005 aura été " l'année noire " pour la France. On nous l'aura dit et répété, chacun y allant de sa petite explication pour justifier la soudaine apparition de la communauté noire française. Mais, comme le remarquent nombre d'observateurs, et pas des plus cons, les Noirs sont pas tous pareils ; antillais ou africains, c'est quand même pas la même chose, non ? Si les Noirs de France se mettent ensemble pour gueuler, cela montre certains problèmes, mais c'est aussi un peu regrettable. C'est que derrière ce mouvement noir, on veut voir le spectre invoqué depuis des années : le communautarisme à l'américaine...

Les raisons pour lesquelles " la question noire " semble n'avoir jamais été vraiment posée sont multiples, la principale étant la définition bien française de l'Etat-nation. Pour le meilleur et pour le pire, on aura en France et pendant plus de deux siècles nié les communautés, jusqu'à ce que ça craque aux entournures. Et l'on tremble maintenant de reconnaître les échos extrémistes, nationalistes et antisémites de Farrakhan chez Kemi Seba et la tribu Ka. Pourtant, dans la multitude de groupes noirs fondés ces dernières années, on peut aussi entendre des variations de Martin Luther King. Ainsi, à l'inauguration du CRAN, Fodé Sylla disait : " Il faut laisser les gens s'exprimer, sinon il y aura en France des Farrakhan. Maintenant on en est à Martin Luther King. " Farrakhan est le leader de la Nation of Islam, secte proto-musulmane dont fit un temps partie Malcolm X. Elle est connue notamment pour des idées séparatistes et suprématistes dont on entend les échos chez Seba. Mais, de même, quand nos media comparent la tribu Ka au Black Panther Party, si le lien est limite douteux, la comparaison n'est pas juste le fait de l'ignorance journalistique française. Kemi Seba emprunte sciemment le style des Panthers pour l'effet visuel canon et les références au radicalisme noir. Peu nombreux sont ceux qui se rappellent le message d'extrême-gauche véhiculé par les Panthers, mais tout le monde sait qu'ils étaient noirs et se battaient pour les Noirs. C'est tout ce que veut Seba qui se contrefout du marxisme noir. Il propose une compilation de signes se référant à tous les mouvements noirs américains forts, et un pot-pourri de leurs idées les plus bourrines. Ca fait vendre et avancer le schmilblick. Dieudonné n'est pas en reste, qui s'inspire de l'artiste américain controversé Amiri Baraka et évite de souligner ses origines franco-africaines pour insister sur la communauté de couleur, partagée avec tous les Noirs. Dans les deux cas, l'idée semble bien être de s'inspirer d'une certaine Amérique. Ils ne disent pas que c'est mieux là-bas mais bien, qu'à la différence d'ici, les Noirs y font entendre leurs multiples voix, des intégrationnistes aux suprématistes. Si ces voix se font entendre, plus faiblement maintenant, beaucoup plus fort il y a trente ans, c'est que depuis environ deux siècles le chemin vers l'identification raciale a donné la place nécessaire à l'expression de ces voix dans une société hostile. On notera que les mouvements noirs américains les plus extrémistes se sont généralement contentés de parler violemment. Autant pour les fantasmes de guerre raciale. La communauté noire américaine a des origines aussi variées que la communauté noire française. Sa force consiste à les oublier pour se concentrer sur ce que l'oppression aura forcé tous les Noirs à avoir en commun.

La nation noire : une stratégie politique

En effet, la communauté noire n'a pas toujours existé, ni en France, ni même aux Etats-Unis. C'est peut-être une surprise pour certains, mais les Antillais ne se sentent pas spécialement proches des Africains. Comme l'expliquait Fanon, il faut être entouré de Blancs pour se sentir noir, mais se savoir noir demande un effort politique. Pareillement, les Afro-américains étaient à l'origine issus de groupes ethniques variés et pas nécessairement amis. Il aura fallu attendre le milieu du 19ème siècle pour qu'ils se constituent en un groupe prétendument homogène. C'est par stratégie politique qu'ils adopteront l'idée d'une communauté noire, parce que l'union fait la force, et que même si l'on sait bien que le concept de race est un mensonge, son retournement est alors la seule option politique valable et potentiellement efficace. Le racisme seul n'a pas créé la communauté noire ; il aura aussi fallu que les Noirs s'y reconnaissent. Rejetés par l'Amérique, ils décident volontairement de se définir comme une nation dans la nation, une Amérique noire. Le terme de nation tel qu'il est utilisé aux Etats-Unis peut sembler galvaudé pour nous, Européens, nourris à l'histoire de France racontée aux enfants, à l'Etat-nation triomphant. En Amérique, où l'on balance le mot à tout va, il faut l'entendre comme un groupe de personnes unis par une origine réelle ou supposée commune, et/ou pour un but commun.

Vers une réévalutation de l'idée nationale française

Plutôt que d'influence américaine, il convient donc ici de parler de l'influence des mouvements noirs



MANIFESTONS TOUS
CONTRE LE
NÉOCOLONIALISME
LE 13 FÉVRIER 2007 À 18H30
DEPART METRO CHATEAU
ROUGE

ARRÊTONS LE SOUTIEN AUX DI

SOUTENONS LE PEUPLES AFRIC

Le 24ème Sommet des chefs d'État franco-africains aura lieu les 15 et 16 février prochains à Cannes. Le Président français, comme il est de coutume, y rencontrera l'ensemble de ses homologues africains pour s'assurer du maintien de leur coopération, tandis que certains chefs d'État contestés ou en perte de vitesse chercheront à (re)gagner les faveurs de la diplomatie française et à s'assurer du soutien politique, économique et militaire de leur ancienne puissance coloniale.
Convaincues que les relations franco-africaines constituent un sujet qui ne saurait se limiter à un rendez-vous diplomatique, des organisations françaises et africaines se sont attachées depuis 1994 à organiser des rencontres alternatives en marge des sommets franco-africains organisés sur le sol français. Ces rendez-vous, ouverts à toutes les composantes associatives et syndicales de la société civile, ont donné l'occasion de formuler des revendications sur les questions de libertés fondamentales, de droits humains, de dette, de coopération militaire, de commerce mondial, de migrations, etc. Dans la continuité du contre-sommet de Bamako et des Forum Sociaux (Niamey, Nairobi, …), des initiatives auront lieu dans le cadre du Sommet Citoyen France Afrique : un Forum Associatif et un colloque international.
A l'image de la récente grève générale en Guinée, la lutte des peuples africains n'est pas un vain mot et est bien vivante. A nous de les soutenir en manifestant le 13 février 2006 à Paris contre la politique française en Afrique.
CONTRE :
Ces despotes qui vivent impunément des rapports néo-coloniaux au détriment du développement de leurs pays et du bien-être des populations ;

LA CHRONIQUE DE FRANÇOIS BURGAT

ELECTIONS, PIÈGE À NÉO-CONS ?

En ce début d'année, à l'heure des vœux tardifs, j'ai rêvé un temps pour cette chronique d'un titre optimiste : " Elections, pièges à néo-cons ! ". Las, la facilité avec laquelle, de l'Irak à la Somalie, les stratégies " de démocratisation du monde " des plus dangereux faucons et autres néo " cons " de ce siècle survivent à la débâcle électorale de leurs auteurs nous prive d'une telle satisfaction.

L'Irak vient de se faire voler un pan entier de son Histoire. La page du talion n'a pas été tournée. Elle a été noircie jusqu'au bout, à l'encre électoraliste états-unienne et à l'amer jus irakien de la vengeance sectaire. Avec le voyeurisme du téléphone portable, la pacotille du modernisme technologique a pris le pas sur les avancées de la modernisation politique. " Electoraliser " le destin de l'autre, le réduire à un pion sur l'échiquier de ses urnes ou à un point dans la courbe de ses sondages : dans cette lente descente aux enfers, la politique américaine vient de franchir un nouveau seuil.

Mais, me direz vous, nos candidats élyséens n'ont-ils pas émis, l'un après l'autre, de louables réserves sur la pendaison de Saddam ? Las, à y regarder de près, nos néo champions du suivisme démagogique ont prudemment attendu de vérifier que l'épisode avait peu fait recette pour faire montre, au lendemain de l'exécution, de la clairvoyance qui leur avait si parfaitement manqué la veille ! Et pendant ce temps, ou presque, les réactions au bombardement américain de la Somalie - à ranger dans la catégorie créée en août dernier au Liban (" permettre aux bombardiers de finir le travail ") - ont inclus une franche approbation, en notre nom à tous, par le vice-président de l'Union européenne. Sur les ondes du " service public des uns ", Marek Halter, l'un de nos grands humanistes professionnels, a de surcroît éclairé pour nous (" une armée chrétienne se confronte à l'islamisme !") la dimension civilisationnelle de l'engrenage imprudent où sont allés se fourvoyer les nouveaux alliés (éthiopiens) de Bush.

Si le brave co-p résident de l'U.E., qui se réjouit de cette nouvelle attaque contre l'un des pays les plus démunis de la planète, me gâche tant ce début d'année, c'est qu'il ne semble pas avoir remarqué que le prétexte évoqué par le département d'Etat et " gobé " par la classe politique européenne "d'empêcher la Somalie de devenir un repaire pour terroristes" pourrait fort bien faire jurisprudence. En s'en tenant aux catégories de l'administration américaine, on peut s'attendre ainsi à des attaques contre Peshawar et Le Caire, Alger et Casablanca, le Londonistan, les banlieues d'Hambourg, de Rome ou de Paris, et, pourquoi pas, celles de Marseille, votre deux pièces, leur chaumine ou mon bureau. Bonne année quand même, pendant qu'il est encore temps. ■

L'EXÉCUTION DE SADDAM HUSSEIN:

DIVISER POUR RÉGNER

Dans le Michigan, Etat des Etats-Unis le plus représenté parmi les GI's qui occupent l'Irak, on a lancé des cris de joie et des pétards le 31 décembre dernier à l'annonce de l'exécution de Saddam Hussein. 74% des Etats-uniens sont toujours convaincus que c'est Saddam qui a organisé l'attaque du 11 septembre... avec Jeanne d'Arc et Victor Hugo, il paraît. Imaginez un peu les réactions si Pinochet ou même Hitler avait été pendus le jour le Noël après avoir été brutalisés...Mais les fascistes amis des Etats-Unis comme Pieter Botha et Augusto Pinochet s'en tirent toujours. Ces deux derniers sont tous deux morts paisiblement, dans leur lit, l'automne dernier à plus de 90 ans. Et ce après des vies entières passées à massacrer et à pourchasser leur peuple ou leurs opposants.

On ne peut que dénoncer ce lynchage organisé par les Etats-Unis et la parodie de procès qui l'a précédé. Trois avocats de Saddam ont été assassinés. Le procès a eu lieu dans un pays occupé par une armée étrangère. La juridiction n'était pas légale et les pressions américaines constantes.

Ils l'ont fait exécuter le jour de l'Aïd al Kabir pour signifier le mépris qu'ils ont pour l'Islam.

Ils l'ont fait exécuter pour l'empêcher de faire certaines révélations sur l'implication de l'Amérique et de ses alliés arabes dans la guerre contre l'Iran.

Ils l'ont fait exécuter pour accroître les tensions communautaires entre sunnites et chiites en creusant entre eux un fossé de haine dont ils espèrent tirer profit.

Ils l'ont fait exécuter pour démoraliser et priver la résistance sunnite et baathiste d'un leader éventuel.

Ils l'ont fait exécuté pour masquer l'échec patent de leur stratégie et faire croire que leur l'invasion de l'Irak a tout de même eu un résultat tangible.

Saddam était, certes, un dictateur violent qui a commis des crimes contre son peuple et contre l'Iran mais la plupart des dirigeants arabes tortionnaires de leur peuple et valets de Bush seront toujours protégés par l'Occident. Le plus odieux, c'est que maintenant les alliés arabes des Etats-Unis vont exciter à la haine anti-chiite pour détourner l'attention des vrais coupables : l'occupant américain. ■

ZULFICAR

DOSSIER NEGROPHOBIE



RENCONTRE AVEC L'ALLIANCE NOIRE CITOYENNE

bat toutes les formes de racisme, on donne une priorité, et ça c'est inscrit dans nos statuts, à la négrophobie. Il ne peut donc y avoir de cause qui écrase l'autre. On ne peut pas parler pour autrui qui n'est pas nous-mêmes ; on demande seulement à collaborer avec autrui. C'est comme ça qu'on pense pouvoir résoudre le problème ; pas transcender mais être complémentaires dans nos différences et nos spécificités. On pense qu'une personne ne peut pas représenter tout le monde, ça c'est de l'hypocrisie. A un moment, il pensera à son intérêt propre volontairement ou involontairement. On ressent chacun le même fond mais on va le regarder différemment et ça, ça va être une force. Donc si effectivement un jour il est question qu'on soutienne quelqu'un qui ne fait pas parti de la communauté noire, on sera en complémentarité dans un combat commun avec nos spécificités qui seront aussi une force supplémentaire. C'est à mon avis la manière de dépasser les différences ou tout simplement de faire avec ces différences là.

Comment analysez-vous la volonté de certains Blancs qui mettent en avant la traite négrière arabe pour contrebalancer la traite transatlantique et dédouaner ainsi la France (et plus généralement l'Europe) de ses responsabilités sur le mode de : " Il n'y a pas que nous, les Arabes aussi étaient négriers…" ?

Willy : Je vais apporter une première réponse très terre à terre. Je suis, moi, antillais ; j'ai grandi aux Antilles. L'héritage de la traite négrière, telle qu'elle me touche, telle que je souhaiterais qu'elle soit représentée, c'est principalement la traite transatlantique. Les traites arabes, qu'on doit aborder d'un point de vue historique, c'est une chose, mais en termes d'héritage, de ressenti, en terme de douleur, la traite transatlantique me touche plus que d'autres traites précédentes. Moi, elle me touche plus personnellement. Deuxièmement, étant antillais, j'ai l'héritage direct de cette traite transatlantique. Pétré Grenouilleau a fait un bouquin où il a voulu mettre à égalité les traites. Que ce monsieur soit prit comme une référence, comme une sommité par certaines autres personnes pour légitimer la traite transatlantique me dérange énormément en effet, parce que les traites antérieures ne m'ont pas du tout touché ; elles ne font pas des Antillais ce qu'ils sont maintenant, alors que la traite transatlantique a des incidences directes sur ce qu'ils sont. C'est une première réponse et je laisse Franco continuer.

Franco : Moi le problème, je le pose autrement. L'explication, je ne sais pas si elle sera bonne, mais c'est comme ça que je la pose. Quand la France a eu affaire aux Allemands, en 14-18 ou en 39-45, ça a été hyper sanglant… Aujourd'hui, l'Allemagne et la France sont alliées, ils ont des intérêts communs, etc…L'immigration telle qu'on la vit, l'oppression qu'on vit ici, le racisme, impliquent que celui qui doit être pointé du doigt, c'est celui qui oppresse. On vit une oppression commune et on ne peut pas regarder l'histoire comme ils veulent nous la faire regarder. A ce moment là, on ne peut qu'être que alliés. Il y a aussi autre chose. Les Pétré Grenouilleau, Zemmour, etc… sont des gros manipulateurs et on ne peut pas contrebalancer leur propagande négationniste parce que les médias, ce n'est pas nous qui les maîtrisons. Ils parviennent ainsi à diffuser leur négationnisme historique qui consiste à mettre à la même échelle des choses qui ne sont pas à la même échelle, comme de dire qu'on s'est vendu entre nous et de mettre cela à la même échelle que tout ce à quoi ils ont procédé. Par ailleurs, la question de l'étymologie est très importante. La définition de l'esclave, par exemple, dans le Code noir légitime le système de l'esclavage avec des lois qui punissent, qui permettent de tuer, qui disent surtout que l'esclave est un bien meuble, qu'il n'est même pas un être humain, même pas un animal. Il faudrait voir si on retrouve cette notion là chez les Arabes. Cela mérite d'être étudié sérieusement. Il faut analyser les statuts qu'a l'esclave en fonction du système. Si on cherche à ramener les choses à la même échelle sans tenir compte des différences et des incidences sur notre condition aujourd'hui, c'est pour nous diviser. En l'état actuel, ce qui nous rapproche, c'est notre situation actuelle. ■

VOUS AVEZ AIMÉ L'APPEL DES INDIGÈNES ?, VOUS ADOREREZ...

L'APPEL DES FÉMINISTES INDIGÈNES

Sous le Haut Marrainage de Solitude, héroïne de la révolte des esclaves guadeloupéens contre le rétablissement de l'esclavage par Napoléon, de Jamila Bouhired, révolutionnaire algérienne et de nos mères immigrées

Personnalités politiques, intellectuel-le-s, féministes, représentants institutionnels... en France, se penchent avec humanisme et compassion sur le sort des femmes issues de l'immigration post-coloniale que NOUS sommes.

Ils nous encouragent à nous émanciper, à nous défaire de notre état de nature, ou, pour les plus évoluées d'entre nous, de notre état de sous-culture. Ils nous protégent contre nos maris, nos pères et nos frères supposés culturellement violents, violeurs et voileurs. Ils sont les boucliers sans lesquels nous sommes vouées à demeurer soumises, mariées de force à des brutes, excisées..., et peut-être même lapidées. De leur vigilance zélée dépend notre libération. Ils parlent en notre nom. Pour notre bien...

Messieurs-Dames, le Collectif des Féministes Indigènes a le plaisir de vous annoncer la fin de la comédie. Il vous prie de ravaler vos larmes et de remballer vos bons sentiments.

Ce discours néocolonial et paternaliste est une VIOLENCE que nous n'acceptons plus.



La mulatresse Solitude

Nous refusons la dépossession et l'instrumentalisation de nos luttes.

Nous refusons catégoriquement que des personnes non concernées par des discriminations racistes et sexistes parlent en notre nom. Comme nous refusons le discours stigmatisant et essentialisant des femmes issues de l'immigration, qui prêtent leurs voix au discours dominant, structurellement raciste et opportunément féministe. Parler à notre place, c'est nous spolier de nos vies, nous déposséder de nos parcours et de notre vision du monde. C'est aussi saboter nos luttes quotidiennes.

Nous ne sommes pas dupes de cette instrumentalisation qui fait de nous des victimes idéales.

Les discours dominants à la fois racistes et sexistes confisquent notre parole, réduisent notre complexité, nient nos résistances. Ces procédés s'enracinent dans les systèmes esclavagistes et coloniaux qui, déjà, contraignaient les femmes à une double expropriation de leur corps (à la fois, force de travail et objet sexuel). Nos mères, loin des stéréotypes du féminisme blanc, ont toujours su résister. Nous résistons.

Notre démarche est féministe, spécifiquement indigène...

Nous, en tant que femmes vivant en France, héritons des acquis des luttes des féministes françaises. Mais en tant que femmes racialisées, nous remettons en question les diktats de l'universalisme blanc et masculin et du féminisme blanc qui dénient toutes autres visions du monde ou vécus. Le féminisme occidental n'a pas le monopole de la résistance à la domination masculine.

Nous refusons les présupposés idéologiques selon lesquels le féminisme serait incompatible avec la foi religieuse, notamment en portant et défendant la parole féministe des femmes croyantes. Nous assumons et revendiquons nos identités plurielles, aux contours variables faites aussi de contradictions et d'imperfections.

Nous refusons l'injonction à la déloyauté envers les nôtres avec tous les sacrifices que cela suppose : rupture familiale, guerre et concurrence des sexes, mise à distance de nos cultures chaque jour mises en accusation.

Nous interpellons nos communautés et l'ensemble de la société. Nous dénonçons et nous nous battons contre les systèmes d'oppression. Nous ne voulons pas "conscientiser" les femmes issues de l'immigration, dont nous sommes, ni les juger sur des critères "d'émancipation" subjectifs. Chaque femme est en droit de choisir son mode de vie en continuité, en composition ou en rupture avec sa culture, sa tradition ou sa religion.

Nous revendiquons l'autonomie de nos luttes et de nos trajectoires.

... et anti-impérialiste

Nous exigeons désormais des mouvements politiques occidentaux qui pensent les rapports Nord/Sud qu'ils cessent d'ignorer les conséquences de l'impérialisme et du libéralisme dans le maintien et le renforcement des systèmes patriarcaux. Nous considérerons désormais comme anti-féministe toute solidarité avec les femmes du sud qui n'intègre pas le rapport étroit entre patriarcat et impérialisme.



Djamila Bouhired

Nous exigeons une égalité réelle

Dans notre société, racisme et sexisme sont intimement imbriqués. Nous subissons des oppressions de classe, de genre et de néo-indigénat qui se renforcent mutuellement . Notre parole est seule légitime pour faire état de la réalité de ces oppressions croisées. Cette parole est radicalement anti-raciste et anti-sexiste. Nous n'établissons pas de priorité entre ces luttes intrinsèquement liées. Nous dénonçons catégoriquement toutes les violences sexistes et racistes que nous subissons quelles qu'elles soient et d'où qu'elles viennent. Nous ne tairons pas notre combat féministe sous prétexte que la lutte anti-raciste est prioritaire. De la même façon nous ne tairons pas notre combat anti-raciste pour servir de relais, au nom d'un pseudo-féminisme à la diabolisation des noir-e-s, des arabes, des musulman-e-s et d'autres populations stigmatisées racialement.

Nous refusons d'être l'enjeu de la concurrence et de la bataille que se livrent le patriarcat des dominés et celui des dominants.

Par conséquent, nous nous inscrivons dans ce féminisme paradoxal afin de ne plus jamais être le cheval de Troie de la suprématie blanche ou les traîtresses à l'ordre communautaire.

C'est à ce prix que l'on pourra se battre contre les représentations coloniales, indigénisantes et folklorisantes des femmes noires, arabes et musulmanes, véhiculées dans les discours dominants, les politiques publiques et les espaces médiatiques. C'est ainsi que l'on pourra casser les stéréotypes de la beurette, de la maman-nourricière et infantilisée, de la musulmane manipulée ou de l'africaine exotique.

Dans une société "francepaysdesdroitsdel'homme", structurellement inégalitaire et patriarcale, NOUS, descendantes de colonisé-e-s et d'immigré-e-s lançons un appel aux femmes et aux féministes qui s'estiment victimes de violences sexistes et racistes à nous rejoindre en vue de contribuer à l'émergence et à la construction d'une parole FEMINISTE POLITIQUE, égalitaire et autonome qui interpelle l'ensemble de la société française dans sa gestion des questions concernant les femmes venues ou vivant dans les pays du sud. ■

Venez partager notre réflexion lors d'une réunion publique organisée en coopération avec La Maison Verte.

Samedi 17 février à 14h30

127 rue Marcadet 75018 M°Lamarck ou Jules Joffrin

Ouverte à toutes et à tous

L'INDIGÈNE DE LA RÉPUBLIQUE

est une publication du Mouvement des indigènes de la république.

Directeur de publication : Chater Jamal
Equipe de Redaction : Fatima Ouassak, Sadri Khiari, Farid Bennaï, Saïd Bouamama, Christine Delphy, Hsissou
Iconographie/Photographies : Hsissou
Dessins : Hic
Collaborateurs : Alfred Melanine, Os al Kani, François Burgat, Pierre Tévanian.

Impression : TROISA
L' indigènes de la république :
Pour nous contacter :
Tel : 06 28 06 60 35
Mail : journalindigene@yahoo.fr
Site : www.indigenes-republique.org
Service distribution et abonnements :
abonnementindigene@yahoo.fr
Les articles signés n'engagent que leurs auteurs.

Initiative soutenue
par le Mouvement Indigènes de la République

APPEL POUR LE FORUM SOCIAL DES QUARTIERS POPULAIRES

MIB, MOTIVÉ- E- S, DIVERCITÉ

30 ans que les banlieues réclament justice et que des revendications précises ont été formulées au travers de marches, de révoltes, de grèves de la faim, de manifestations et de réunions publiques.
15 ans que le Ministère de la Ville a été crée pour répondre à la relégation sociale et la ségrégation urbaine des cités. Les gouvernements passent avec leurs lots de sigles et de recettes miracles " politique de la ville, rénovation urbaine, cohésion sociale : DSQ, ZEP, ZUP, ZAC, ANRU.... "

Nos quartiers servent de défouloir pour des politiques et des médias en mal de petites phrases assassines sur les " territoires perdus de la République ", " parents irresponsables ", " zones de non-droit " " mafiatisation " et autres " dérives islamistes ". Les habitant-e-s, et notamment les jeunes, sont stigmatisé-e-s et désigné-e-s comme les principaux responsables des dérives de notre société. Ca ne coûte pas cher de donner des leçons de civisme et de montrer du doigt les " racailles " ou les " sauvageons " en les jetant à la vindicte populaire.

Les banlieues deviennent une problématique à part, dont on confie la gestion à la police et à la justice. Pourtant des révoltes des Minguettes (1981) à celles de Vaulx-en-Velin (1990), de Mantes-la-Jolie (1991) à Sartrouville (1991), de Dammarie-les-Lys (1997) à Toulouse (1998), de Lille (2000) à Clichy sous Bois (2005), les messages sont clairs :

Assez des crimes et des violences policières impunis, des contrôles aux faciès, des écoles au rabais, assez de chômage programmé, de sous-emplois, de logements insalubres, assez de la prison, assez de hagra et d'humiliations ! On s'habitue aux souffrances silencieuses de millions d'hommes et de femmes qui subissent au quotidien des violences sociales bien plus dévastatrices qu'une voiture qui brûle.

Il est légitime de se révolter face à cet ordre social ! Parce que nous refusons de déléguer notre pouvoir à ceux qui ne nous représentent pas, le Forum social des quartiers populaires sera un espace d'affirmation d'une parole politique, sociale et culturelle à partir des expériences, des histoires, et de la mémoire de nos quartiers. Il sera le lieu de réflexions et de convergences de luttes locales, toutes et tous ensemble donnons leur une visibilité nationale !

Nos quartiers et leurs habitant-e-s sont riches d'histoires et de traditions d'engagements. Des révoltes d'esclaves à la Commune de Paris, de l'Etoile nord-africaine à la Main d'Oeuvre Immigrée (MOI), de la manifestation du 17 octobre 61 aux luttes pour la résorption des bidonvilles et des cités de transit, des grèves des foyers Sonacotra à la Marche pour l'égalité, de l'occupation de l'usine Talbot Poissy au mouvement des chômeurs, du mouvement des sans-papiers au comité contre la double peine ; tous ces combats sont constitutifs de l'histoire politique, sociale et syndicale de France. Sortons de l'amnésie collective et de l'ignorance politique pour nous réapproprier notre mémoire et notre histoire.

Les mouvements d'éducation populaire et les centres sociaux ont été mis en faillite depuis bien longtemps, par les pouvoirs publics en place. Nous affirmons que nous avons aussi notre responsabilité lorsque nous ne faisons rien. Il n'est pas question d'entretenir la démagogie selon laquelle ce serait toujours les autres qui seraient responsables de tous nos malheurs, nous ne pouvons ignorer notre responsabilité collective. A nous d'inventer des formes de solidarités réelles pour améliorer nos conditions de vie.

Nous avons beaucoup à dire du racisme, des violences policières, des discriminations sociales, raciales et culturelles, de l'islamophobie, de l'histoire coloniale et de ses conséquences, etc. mais nous refusons d'être cantonnés à cela. Nous avons autant à dire de la santé, de l'éducation, du travail, du libéralisme, du sexisme, de l'environnement, des rapports Nord-Sud, de l'information, des formes de résistances et de libération, des combats pour la justice, pour l'égalité, pour la liberté… L'enjeu est d'initier une présence comme acteurs et actrices à part entière, produisant nos propres discours et des pratiques autonomes. L'avenir de nos quartiers dépend de nous, de vous.

Notre volonté ne se réduit pas à défendre les quartiers pour les quartiers. Nous avons besoin de références communes et d'une stratégie collective clairement assumée. Les banlieues occupent une place centrale dans nos villes, et ne peuvent être gérées de manière spécifique.

Le forum, qui aura lieu les 22, 23 et 24 juin 2007 à St Denis, sera un lieu d'élaboration collective pour agir. Nous appelons toutes celles et tous ceux pour qui la question des quartiers est une priorité, à prendre leurs places au sein des collectifs d'organisation. De nombreuses rencontres et discussions ont abouti à la création d'une association nationale ayant pour objet l'organisation du Forum social des quartiers populaires. Dès à présent, nous vous invitons à nous rejoindre, au travers des collectifs régionaux d'organisation (Paris, Lyon, Montpellier, Toulouse) pour préparer et construire cet événement national.

Le forum sera un rendez vous pour celles et ceux qui veulent construire une force et une parole collective issus des quartiers. Il est impératif de dépasser nos identités propres et de nous appuyer sur la diversité de nos histoires politiques, associatives, électorales, faites de revendications, de luttes et de participations.

Carte d'identité, carte de séjours, sans papiers, toutes et tous, des quartiers ou d'ailleurs, le MIB, DIVERCITE et les MOTIVE-E-S vous invitent à les rejoindre pour faire de ce rendez-vous des quartiers, un moment de convergence politique, social, culturel, festif, pour imposer une expression commune et offensive de toutes les cités.

Quelle que soit l'issue des élections, nous avons besoin d'un mouvement national des quartiers, seule garantie, pour avancer vers l'égalité. ■

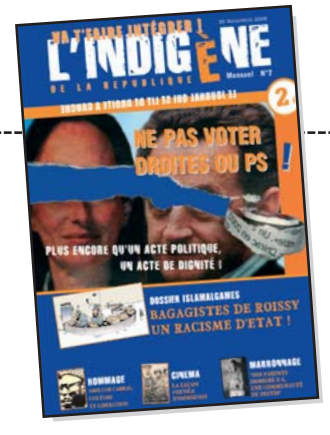
ABONNEMENTS

Si vous voulez soutenir **l'envol** de notre journal,
ou simplement être sûrs de ne pas en rater un exemplaire, la meilleur solution c'est…l'abonnement.

Abonnement 5 mois (5 ex) = 10 €
Abonnement 11 mois (11 ex) = 22 €
Abonnement de soutien :

je verse la somme de …..€, en sus de mon abonnement (indiquez la somme que vous souhaitez ajouter.
Les règlements doivent être opérès directement par virement sur notre compte. Les indigènes de la république sont titulaires d'un compte au **: CREDIT COOPERATIF** 252 boulevard Voltaire 75544 PARIS Cedex 11
Code Banque : **42559** Code Guichet : **00008** Numéro : **2102 9261 606** clé RIB **56**

Pour tout autre moyen de paiement (chèque, éspèces etc.) veuillez nous appeller au 06 28 06 60 35 ou écrire à : abonnementindigene@yahoo.fr



VOUS POUVEZ TOUJOURS COMMANDER LE NUMERO 2 DE "L'INDIGENE DE LA REPUBLIQUE" EN ECRIVANT A L'ADRESSE SUIVANTE : abonnementindigene@yahoo.fr

L'INSURRECTION CONTRE L'OPPRESSION EST UN DROIT

KAMEL BZH

Il y a deux ans exactement, le 23 février 2005, le parlement adoptait quasiment à l'unanimité une loi réhabilitant la notion d'" œuvre positive " de la colonisation. Sous la pression d'un ample mouvement de protestation, certaines des formulations les plus scandaleuses ont été remises en cause. Cependant, la vague négationniste ne s'est pas interrompu pour autant comme en témoigne l'accueil enthousiaste qu'ont pu recevoir des livres aussi nauséabonds que ceux de Daniel Lefeuvre et de Pascal Bruckner . Kamel BZH, revient dans l'article ci-dessous sur la réalité de la colonisation.

Après la 2ème guerre mondiale et depuis la chute de l'URSS et du camp socialiste, jamais les forces impérialistes et réactionnaires n'ont accumulé et déployé autant de moyens militaires, politiques et idéologiques pour mener une lutte tous azimuts contre les mouvements ouvrier et progressiste partout dans le monde. Au cœur de cette offensive, historique et violente, une place de choix est réservée à l'Histoire et au contrôle de l'information, y compris factuelle . L'objectif recherché est à la fois simple dans sa définition et stratégique dans sa portée : délégitimer les luttes de libération nationale et de classes, en les criminalisant, pour décourager la résistance collective à l'exploitation capitaliste et enterrer à jamais toute alternative au capitalisme. Désormais, toute lutte armée de libération, dirigée contre les intérêts impérialistes, est assimilée à du terrorisme. Pendant le même temps, les agressions impérialistes se sont multipliées et sont présentées comme une réponse contre-terroriste, ou comme une action coercitive pour la défense de " la démocratie ", ou encore comme une … ingérence humanitaire de la " société civile internationale " !

En Histoire, on assiste à une véritable " javellisation " des périodes pour lesquelles pourtant les acquis de la recherche historique semblaient relativement stabilisés. C'est le cas de la période de la 2ème guerre mondiale avec le rôle déterminant de l'ex-Union soviétique dans la chute du nazisme. C'est aussi le cas de la période coloniale avec l'échec historique de toutes les politiques de ce type.

L'exemple de la guerre d'Algérie

Des deux côtés de la Méditerranée, dans des formes et avec des moyens adaptés, l'idéologie colonialiste persiste et se revivifie. Parmi les buts visés par ces discours, on peut retenir : côté dirigeants français, atténuer la culpabilité des plus hauts dignitaires de l'armée et de la bourgeoisie, et côté dirigeants algériens, faire oublier l'objectif social et économique de la lutte pour l'indépendance. Des deux côtés, les dirigeants actuels coopèrent pour faire main basse sur les richesses humaines et matérielles. L'argumentaire révisionniste est savamment agencé pour couvrir et diluer jusqu'à détruire l'ensemble des idées qui ont fondé la lutte armée pour l'indépendance. Succinctement, il se présente comme suit :

"L'armée française n'aurait fait que réagir, certes brutalement, aux violences perpétrées par le FLN et l'ALN lesquels auraient privilégié le mode d'action terroriste

"Les atrocités de cette guerre violente se retrouveraient à égalité dans les deux camps, il faut donc dépassionner le débat, être indulgent et faire preuve d'objectivité historique

"L'indépendance des Algériens aurait pu être acquise en dehors du recours aux armes

"Le départ de la communauté française (les " pieds noirs "), une immense perte pour l'Algérie, aurait pu être évité si les revendications algériennes étaient plus modérées

"Le bilan de la colonisation, in fine, serait loin d'être négatif, et l'Algérie post-indépendante, après en avoir largement profité, aurait amplement dilapidé ce " capital "

La colonisation : un régime de terreur inégalée et d'exploitation intense de la population

L'Histoire a donné raison aux patriotes algériens qui ont pris les armes. L'économie coloniale s'est bâtie sur le profit retiré des prises de guerres réalisées au cours des expéditions militaires : accaparement des terres, pillage, empoisonnement des puits, déportation, massacres à grande échelle. Les généraux Bugeaud, St Arnaud, Montagnac, Cavaignac, Pélissier, Lamoricière avaient élevé la razzia en doctrine. Le flambeau sera admirablement repris par les Bigeard, Salan, Massu : arrestations, tortures, disparitions, corvées de bois, viols, …

Pendant près de 130 ans, la présence coloniale s'est accompagnée de pertes massives de vies humaines, d'états d'exception, poussant naturellement la population à une dissidence permanente. Les évaluations les plus pondérées estiment à environ 300.000 le nombre de victimes directes, à un tiers de la population qui a fui (plus de 2 millions de déplacés et 1 million de réfugiés en Tunisie et au Maroc).

Des générations entières n'ont vu d'autre droit exercé que celui du plus fort et ont vécu dans la négation culturelle et la déshumanisation.

Une " œuvre positive " pour… les colons

Pendant la période coloniale, d'importantes infrastructures de transports (routes, chemins de fer, aéroports) furent effectivement réalisées. Après les années de " pacification ", la production agricole a un peu augmenté. Quelques petites industries de transformation sont nées. Mais tout cela s'est fait au profit premier des colons, de leurs alliés affairistes en métropole ainsi que de quelques notables locaux. L'essentiel du potentiel agricole (terres riches et irriguées) étaient aux mains d'une minorité de colons. La majorité de la population algérienne vivait misérablement, sous-alimentée et fragilisée face aux maladies . Les écoles n'ont commencé à être construites et fréquentées par les enfants algériens qu'avec la montée et sous la pression du mouvement nationaliste.

Quant au départ des européens, l'action terroriste de l'OAS a fortement contribué à entraîner le reste des Européens derrière ses choix : poursuivre la domination coloniale de la minorité étrangère ou accepter la douleur de l'exil pour ne pas subir l'humiliation d'être gouvernés par des Algériens. A entendre certains des représentants de cette extrême droite, il y a comme une jouissance à voir les Algériens d'aujourd'hui souffrir et payer les fautes de leurs aînés ! Il faut ajouter que même chez de nombreux représentants de la droite et de la social-démocratie, occupant des postes importants de l'Etat français, il est encore difficile de trouver un brin de sentiment de culpabilité et de compassion envers les crimes coloniaux. Comme si leur représentation des Algériens, et d'autres peuples des ex-colonies, en tant que colonisés perdurait. La situation subie aujourd'hui par nombre d'immigrés n'en est en fait qu'une continuation .

Au total, la colonisation a été et reste porteuse de terrorisme si l'on retient comme définition du terrorisme l'usage de la violence sur une population dans le but d'atteindre des buts économiques, politiques ou religieux.

En un sens, elle est aussi intégriste, dans la mesure où elle se voulait incarnation de la civilisation et de la vérité et s'est donnée comme mission de transformer l'Autre, y compris en le supprimant pour rendre le tout conforme à sa vérité

Auteurs respectivement de " Pour en finir avec la repentance coloniale " et " La tyrannie de la pénitence ".

Le contrôle des agences de presse et le volume démesuré accordé aux " faits divers " sont autant de moyens pour rendre l'analyse et de contestation du système capitaliste.

Un autre nom pour désigner plus complexe et empêcher de donner du sens politique et une direction révolutionnaire aux mouvements de protestation des organisations internationales et dissimuler leur inféodation aux intérêts des milieux d'affaires.

Une confirmation de ce qu'écrivait Marx dans le Capital : "L'accumulation des richesses à un pôle, c'est également accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale d'esclavage au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même ".

Organisation de l'Armée Secrète, milice d'extrême droite coloniale, qui était d'ailleurs entrée en opposition armée au pouvoir métropolitain.

Sidi Mohammed Barkat parle de " corps d'exception " pour désigner l'image qu'a la société (française) des colonisés. Une image qui est le produit de discours et du déploiement sur le long terme d'un dispositif d'exception par un Etat de droit contre une partie de ceux qu'il voulait " intégrer".

LE PETIT FACHO DE GAUCHE(4)



Fatouche Ouassak

Voici le quatrième volet du "Petit Facho de Gauche" ou "Comment véhiculer sournoisement, dans un long discours sur le vivre-ensemble et la tolérance, des représentations racistes, tout en ramassant le stylo tombé par terre, que l'on vient d'utiliser pour signer, les larmes aux yeux, une pétition en faveur du petit Mamadou, 5 ans, menacé-d'explusion-si-on ne-fait-rien".

Projet inter-culturel

Séminaires de formation sur "l'Art du couscous-merguez au Maghreb, de la préhistoire à nos jours", qui se déroulent sur 47 demi-journées et demi. A l'issue de cette formation à l'interculturalité, les travailleurs sociaux sont capables de comprendre comment ça peut fonctionner un petit africain, et pourquoi ça ne veut pas fonctionner un petit maghrébin.

Fierté d'être français

Grande fierté ressentie par les jeunes issus de l'immigration lorsqu'ils expriment leur admiration pour les français de souche qu'ils rêvent d'égaler. Alors que les français de souche sont inquiets de voir que de plus en plus de musulmans, de maghrébins et d'africains se résignent à assumer ce qu'ils sont, les jeunes issus de l'immigration fiers d'être français veulent les rassurer en leur montrant, qu'en ce qui les concerne, ils ne se résigneront jamais à cette terrible fatalité. Ils savent qu'être considéré comme un vrai français, lorsque l'on a des origines ethniques, cela se mérite, mais ça ne leur fait pas peur : ils se battent fièrement jour après jour pour atteindre leur idéal, et remercient la République de leur donner la chance d'oser aspirer à être français.

Familles africaines

Familles polygames.

Une famille africaine est polygame même quand il n'y a qu'une seule épouse. C'est la seule épouse parce que c'est la première (il faut bien commencer), mais les autres suivront.

Petit facho

Désigne un homme d'extrême droite, chômeur, alcoolique et ayant les cheveux gras à la racine et aux pointes. Ses propos bassement racistes sont évidemment à condamner en Francepaysdesdroitsdel'homme. Ce qui est drôle au fond, c'est qu'il hait les immigrés, par rapport auxquels il se croit supérieur, alors qu'il partage avec eux énormément de spécificités culturelles : quasiment analphabète, il a lui aussi un fort accent quand il croit parler français, et culturellement, il aime presque autant battre sa femme et ses enfants.

Double discours

Qualifie la double personnalité capillaire de l'individu qui, lorsqu'il est dans l'espace public, est rasé de près, le cheveu et le sourcil lisses, et qui, dès qu'il se trouve dans un lieu caché face à ses semblables, voit sa barbe pousser de façon arrogante, son sourcil broussailler diaboliquement et son cheveu friser comme sortant tout droit de l'enfer.

Ramadan

Mois pendant lequel les musulmans ne consomment rien du lever du jour jusqu'à la tombée de la nuit. Pratique qui s'explique au 7ème siècle par la nécéssité pour les Bédouins (sorte d'immigrés de l'époque) de ne rien manger en journée, pour éviter les maladies gastro-intestinales.

Pratique aujourd'hui totalement archaïque et absurde puisqu'il existe des régimes à base de choux et de pissenlits, pratiqués en cure de 5 jours, qui permettent d'éviter les petits désagréments intestinaux et autres ballonnements incommodants. La perduration de la pratique du ramadan est une preuve parmi beaucoup d'autres que les musulmans refusent la modernisation et l'adaptation de l'Islam aux lois de la République et aux nouvelles technologies (notamment agro-alimentaires).